



## DECLARATION LIMINAIRE Comité Social Economique Central EDF SA du 19 novembre 2020



19 novembre 2020

### En être ou ne pas en être, telle est la question !

Depuis 70 ans EDF associe les salariés à sa stratégie de développement. Si certaines orientations n'ont pas toujours convaincu les agents - comme la campagne d'investissement à l'international des années 2000 - les instances représentatives du personnel ont toujours été informées sur les objectifs poursuivis par le Groupe. Le dialogue social est donc une caractéristique majeure d'EDF qui la place en tête du classement RSE des entreprises françaises récemment révélé par la presse. La force de ce dialogue social a permis à l'entreprise de traverser tant d'épreuves, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, de surmonter tous les défis, jusqu'à la pire pandémie actuelle jamais connue depuis plus d'un siècle. Ce modèle social, robuste, efficace, économiquement responsable a donc toute sa place au moment où se dessine l'avenir de l'entreprise. Organisations syndicales, Direction, Gouvernement...chacun est l'héritier d'EDF et la seule de leurs préoccupations doit être celle de lui assurer son développement pour les décennies à venir, dans l'intérêt général.

**Les résultats financiers d'EDF au 3<sup>ème</sup> trimestre sont riches d'enseignements.** Ils sont symptomatiques de la situation de l'entreprise et ils alimentent les tractations en cette fin d'année entre le gouvernement et la Commission Européenne au sujet de la réforme de l'ArenH et plus globalement d'EDF.

Au 3<sup>ème</sup> trimestre, **le Groupe EDF résiste grâce à ses résultats obtenus sur son marché intérieur** avec ses actifs de production et son portefeuille clients.

La résistance de l'entreprise au contexte économique est également obtenue à la faveur de ses revenus issus de **ses activités régulées** (Enedis et SEI). **Leur place est donc plus que jamais dans le Groupe** tout autant pour diversifier et sécuriser ses revenus que pour offrir aux salariés des parcours professionnels variés et enrichissants.

**Les ENR poursuivent leur développement** et constituent un relais de croissance dans lequel EDF doit amplifier sa position si elle veut concourir dans les très nombreux pays ambitionnant la neutralité carbone en 2050. **En être ou ne pas en être ?**

Les revenus de la production nucléaire historique, en France, sont entravés par une régulation dépassée et inéquitable. **L'ArenH doit donc être réformée**, non seulement pour investir, mais aussi pour réduire l'endettement d'EDF qui avoisine désormais les 50 milliards d'euros.

La production nucléaire reste non seulement l'outil indispensable de la transition énergétique, avec le maintien de 50% de production nucléaire en 2035, mais aussi une source essentielle de revenus.

C'est pourquoi **la réalisation de 6 EPR en France est indispensable** pour sécuriser les revenus de l'entreprise et finir de convaincre sur la filière française à l'international.

Pour la CFE Energies, comme le disait Charles de Gaulle, « *la politique de la France ne se fait pas à la corbeille* » ! Et il ne suffit pas non plus de « *sauter sur sa chaise comme un cabri* » en clamant « l'écologie, l'écologie, l'écologie » pour réussir une transition énergétique pourvoyeuse d'emplois et assurant l'indépendance de la France. Quant à la Commission Européenne, ne serait-elle régie que par « *un aréopage technocratique, apatride et irresponsable* » ?

#### En être ou ne pas en être ?

Si EDF maîtrise la construction et l'exploitation des centrales nucléaires, l'entreprise doit également devenir un **partenaire jusqu'à leur déconstruction**. Un dossier présenté ce jour en CSE C mentionne **une centaine de tranches à démanteler dans le monde d'ici 2034**, offrant des perspectives de développement qu'EDF ne peut ignorer. Alors, **en être ou ne pas en être ?**

Le Groupe EDF est vaste et EDF SA ne peut être réduite à son seul parc nucléaire.

**La production hydraulique a elle aussi besoin de visibilité**, c'est pourquoi il est temps de l'arrimer définitivement au Groupe en réglant le contentieux délétaire, avec la Commission Européenne, qui dissuade tout investissement dans les ouvrages actuels et les projets futurs. Là aussi, **en être ou ne pas en être ?**

Les défis pour EDF sont donc nombreux et **chaque salarié d'EDF SA compte**. Aussi bien ceux mobilisés sur les activités plus historiques que ceux engagés dans des projets futurs, tous façonnent cette entreprise et participent à son développement.

Son pacte social, l'histoire de l'Entreprise, sa participation active au redressement de la France, à son indépendance énergétique sont autant de raisons qui lui confèrent **une place à part dans le cœur de la Nation**.

Cette place fait peser sur les décisions du gouvernement, du législateur et du régulateur au sujet d'EDF une responsabilité à nulle autre pareille. C'est la raison pour laquelle, avec les représentants du personnel et les organisations syndicales, tous ont l'obligation d'en être digne.

**Alors, en être ou ne pas en être, telle est la question !**

L'ALLIANCE CFE UNSA ÉNERGIES,  
100 % LIBRES... 100 % VOUS !

CFE ÉNERGIES  
[www.cfe-energies.com](http://www.cfe-energies.com)